



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.05.05 / 464

Thème : TRAVAUX

Objet : Prolongation de l'arrêté N° 2023.04.03 – 338 jusqu'au 17 mai 2023.

Autorisation de travaux délivrée au groupe CIRCET pour effectuer le déplacement de chambre télécom sous accotement – Ruine de Mas de Blais du 14 avril au 17 mai 2023. En raison des travaux, la chaussée sera rétrécie.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe CIRCET le 02 mai 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Prolongation de l'arrêté N° 2023.04.03 – 338 jusqu'au 17 mai 2023.

Autorisation de travaux délivrée au groupe CIRCET pour effectuer le déplacement de chambre télécom sous accotement – Ruine de Mas de Blais du 14 avril au 17 mai 2023. En raison des travaux, la chaussée sera rétrécie.

Article 2 : Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements.

Article 3 : Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise CAGC-CIRCET PACA conformément aux textes en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la

signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe CIRCET.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 05 mai 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le :
Notifié le : **12 MAI 2023**